

Le gouvernement du Burundi accuse la société civile de saper son action

ARIB News, 27/03/2012 – Source Xinhua Les organisations de la société civile burundaise, qui ont appelé ensemble avec les principales organisations syndicales burundaises la population et les travailleurs à observer à la maison ce mardi un arrêt de travail contre la vie chère, viennent d'être accusées par le gouvernement de mener un travail de sape de sa politique pour des intérêts personnels cachés. « Le gouvernement dénonce et condamne ceux qui incitent les autres à chantage alors qu'ils restent eux-mêmes dans leur travail de sape en entretenant le mouvement de grève, travail vendu et rémunéré auprès de leurs partenaires à qui ils rendent régulièrement les rapports en vue d'accroître les dépenses des subsides.

Seulement, il y a lieu de s'interroger s'ils vont les partager avec ceux qui ont répondu à leur appel à la grève », s'est-il ainsi adressé à la population ce mardi le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba. Il n'a pas fait que dénoncer et condamner ces organisations de la société civile puisqu'il a même appelé le ministre de l'Intérieur qui les agrée et les gère au quotidien de revoir les textes afin d'éviter ce qu'il a appelé à « amalgames et confusions ». « Le gouvernement demande au ministre ayant en charge les associations dans ses attributions de revisiter les textes régissant ces associations afin de clarifier et de limiter les rôles de chacune de façon à éviter les amalgames et confusions que l'on observe ces derniers jours », a ajouté Philippe Nzobonariba, qui évaluait le degré d'adhésion de la population à l'appel lancé par les organisateurs de cet arrêt de travail d'une journée.